



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

F. S. U. 11

## Déclaration CDEN du 01 Juin 2018

Nous nous réunissons quelques jours après une journée de grève à l'appel de 9 organisations syndicales, dont la FSU, pour défendre le Service Public et les personnels qui le font vivre, les agents de la **Fonction Publique**. Les décisions et annonces du gouvernement sonnent comme une vieille rengaine : faire porter aux agents, la responsabilité des défauts de fonctionnement des services publics. Les choses sont claires, l'État fonctionne comme une entreprise et s'inspire fortement de principes dictés par le patronat. Le gouvernement remet en cause les agents de l'État en ayant prévu, depuis des mois, la suppression de dizaines de milliers d'emplois : c'est digne d'un plan de licenciement. Mais il ne s'arrête pas là.

Il gèle de nouveau le point d'indice. Il remet en place un jour de carence. Il ferme des places aux concours de recrutement et propose la précarisation des métiers de la Fonction Publique. Il parle de rétribution au mérite, ce qui n'est en rien une valorisation des métiers mais bien un levier pour mieux mettre la pression sur les agents sous peine d'être sous payés. Il remet en cause les statuts comme s'ils étaient source de tous les maux, alors que ce sont en réalité les choix politiques qui sont responsables. Il détruit le dialogue social en supprimant les CHSCT et en diminuant les prérogatives des CAP qui ne seraient plus consultées sur les mutations des personnels, sur les listes d'aptitude et les tableaux d'avancement, sur certaines sanctions disciplinaires...

Les services publics valent mieux que ce qui est proposé et ne peuvent obéir aux logiques marchandes de concurrence et de rentabilité pour la simple et bonne raison qu'ils s'adressent à tous, sans distinction. Le gouvernement réforme en disant qu'il transforme. Mais il le fait de façon autoritaire : le dialogue n'est que façade, tout est décidé en amont. Sous couvert de modernisation, c'est en réalité l'État qui se désengage toujours plus des services qu'il doit rendre à ses citoyens.

Cela n'aura échappé à personne, l'**Éducation Nationale** est au coeur des réformes gouvernementales. La loi d'orientation et de réussite des étudiants et sa plateforme de tri **Parcoursup** ont été mises en place dans la précipitation, prenant de court les personnels mais surtout les familles. Les premiers chiffres ont été vertigineux : selon la ministre, 400 000 lycéen.ne.s sont "en attente" ou "refusé.e.s" sur l'ensemble de leurs vœux (soit 50% des inscrits). Et qu'en est-il des lycéens audois : auront-ils tous les dérogations sur leurs vœux dans l'académie de Toulouse ? Et sinon, que deviendront-ils s'ils n'ont pas fait de vœux dans l'académie de Montpellier ? Depuis des mois, la FSU a dénoncé la méthode choisie par le gouvernement qui institutionnalise une forme de tri social des bacheliers pour leur inscription en premier cycle universitaire. Plus de la moitié des futurs bacheliers reçoivent un premier signal décourageant à quelques jours du baccalauréat. C'est inacceptable ! Depuis des mois, un mouvement social conteste les fondements de la politique de sélection à l'entrée de l'université. Le gouvernement s'enferme dans le déni et choisit la répression comme seule réponse. Avec cette réforme, le gouvernement fait le choix de fermer l'enseignement supérieur à de nombreux élèves de terminale, issu-es pour beaucoup des classes populaires, faute de places en nombre suffisant pour relever les défis de la massification scolaire et de la hausse démographique. Un choix qui n'est pas inéluctable, puisqu'il n'y a pas si longtemps, dans des conditions similaires, en 1991, huit nouvelles universités avaient été créées par le biais du plan U 2000.

Le **lycée** a lui aussi ses bouleversements qui sont dans la même logique. Le baccalauréat nouvelle formule arrive, sans discussion préalable avec la profession. Les modalités sont lourdes de conséquences : on se dirige vers une incessante évaluation sous la forme d'une trentaine d'épreuves certificatives réparties sur deux ans, auxquelles s'ajoute du contrôle continu dont la note sera proposée bizarrement par le chef d'établissement. A quel moment les enseignants enseigneront-ils ? La sélection est encore au coeur du système car c'est bien la réputation et le classement des établissements qui feront la valeur du diplôme. Quid de l'égalité des chances ?

Du côté du **1<sup>er</sup> degré**, la mesure phare de dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+, mesure insuffisamment budgétisée, a bien du mal à cacher le retour à l'austérité pour le primaire ! Et les cartes scolaires à venir risquent d'accentuer la mécanique purement comptable et la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. L'abaissement des effectifs par classe, la scolarisation précoce en maternelle, le retour des RASED en nombre suffisants...et bien d'autres dispositifs qualitatifs pourraient bien attendre encore.

Concernant le dossier des **rythmes scolaires**, vous nous présentez aujourd'hui les modifications des horaires des écoles pour la rentrée 2018. Le SNUipp-FSU a toujours demandé que sur ce dossier, les enseignants soient écoutés et entendus. Force est de constater que dès la mise en place en 2012, ils ne l'ont pas été beaucoup. Ainsi la réforme des rythmes s'est, dans beaucoup d'endroits, construite à partir du péri-scolaire et des contraintes des collectivités et surtout, elle ne s'est pas traduite de manière uniforme sur le territoire. De toute évidence, depuis 2012, ce dossier des rythmes scolaires épuise les équipes enseignantes ainsi que les partenaires de l'école. En tout état de cause, l'objectif premier de la réforme, de « permettre aux enfants de mieux apprendre à l'école », a été supplanté au fil des années par le caractère économique et politique. Mal préparée, mal financée et mise en route sans tenir compte des personnels et des propositions de leurs organisations syndicales, la réforme des rythmes scolaires s'est soldée par un échec, la quasi-totalité des écoles réclamant aujourd'hui le retour aux 4 jours.

Si le nouveau gouvernement aux commandes a fait le choix de permettre le retour sur la réforme des rythmes scolaires, il n'en reste pas moins que ses premières orientations suscitent beaucoup d'incompréhensions et de craintes chez les personnels. Quelles ambitions le gouvernement a-t-il pour l'école : la réussite de tous ? L'épanouissement de l'individu ? On semble bien loin de tout ça. Le ministère a publié, en effet, un ensemble de textes officiels (Guide CP, circulaires au BO, notes sur les APC et les animations pédagogiques) qui se caractérisent par une mise sous tutelle des pratiques enseignantes et un recentrage sur les fondamentaux. La FSU dénonce les injonctions niant la professionnalité des enseignant-es et l'exercice de leur liberté pédagogique. Elle s'oppose au contournement des programmes fondé sur une instrumentalisation des neuro-sciences et aux prescriptions rétrogrades qui amplifieront les inégalités scolaires, pointées par les évaluations internationales. En outre, la généralisation annoncée des évaluations nationales standardisées représente un grave danger pour les pratiques comme pour les contenus d'enseignement.

Ce n'est pas en appliquant un management brutal et comptable qu'on améliorera l'école, pas plus l'université, l'hôpital, l'aide sociale, la justice ou les transports en commun ! Affaiblir les services publics, c'est porter atteinte à l'égalité de toutes et tous sur le territoire, c'est tourner le dos au principe de solidarité et d'égalité qui fondent l'organisation de la société. C'est à l'opposé du projet de société que porte la FSU. Pour nous, la Fonction Publique n'est pas un coût pour la nation, la Fonction Publique est un investissement !